



Protéger les jeunes au lieu d'interdire les jeux vidéo

Nous, la jeunesse socialiste, demandons au groupe parlementaire du PS:

- Pas de censure des médias, pas d'interdiction des egoshooters
- Pas de criminilisation de 80% des jeunes masculins! Au lieu d'interdictions, la protection des mineurs et de l'explications.

On exige immédiatement de la fraction du PS de vérifier sa décision et on propose les solutions suivantes:

- interdiction des jeux vidéo qui défavorisent certaines races ou certains groupes
- Les jeux vidéo violents ne doivent être admissible qu'à des jeunes plus âgés que 16 ans et un contrôle de l'âge à la caisse avec la carte d'identité doit être
- Il faut apprendre à utiliser les medias électroniques dès la classe primaire

Pourquoi le groupe du PS agit-il contre les jeunes?

Tout le groupe du PS a voté pour une interdiction des jeux vidéo violents. On ne comprend absolument pas la décision et on est sans voix.

Pourquoi le groupe du PS est tout un coup tellement contre les jeunes? (on se rappelle bien à des événements pareils comme l'interdiction du paintball ou celle du Red Bull)

Au lieu de trouver les vraies raisons des crises de folies meurtrières et de la violence de la jeunesse, on est occupé à trouver des liens controversés entre la violence dans les jeux vidéo et celle de la vraie vie.

La question de savoir si cette violence peut déboucher sur une augmentation des actes de violence dans la vie quotidienne n'est pas du tout vérifiée dans la science actuelle.

Selon l'hebdomadaire suisse-allémanique WOZ, 80% des jeunes masculins jouent au jeux vidéo violents – seulement une petite minorité entre eux deviennent violents. Cette interdiction est comme une punition collective – une méthode qui n'est même plus autorisée dans le militaire. C'est une réaction qui punit et criminalise des milliers des jeunes et les soupçonne généralement. C'est une politique contre laquelle on s'est toujours opposé . Par exemple pendant la discussion du cannabis ou de la sécurité intérieure.

Des termes peu clairs

Déjà les noms "jeu de tueur" et "cruel" empêchent de discuter d'une manière objective. Le tueur a une connotation négative donc quelqu'un qui joue ces jeux est déjà un tueur potentiel.

Par conséquent on ne devrait parler que des "RASER" (terme Suisse-allémanique) au lieu de les appeler automobilistes.

Le mot "cruel" est tellement flou qu'on peut attribuer l'interdiction de tous les jeux vidéo même s'il n'y a pas de violence dedans.

Mais il y a des grandes différences entre les genres de jeux vidéo. Il paraît que le groupe PS n'ait pas pris conscience de ce point important.

Interdire tout?

Pour interdire de l'art ou des produits de l'esprit des hommes, il faut avoir des raisons vraiment frappantes. A ce point là il ne faut même pas mentionner qu'il y a des exemples historiques comme la prohibition de l'alcool ou l'incinération des livres: Toutes ces expériences de censure n'ont jamais fonctionné ou bien elles mènent à une dictature et au terreur. Qu'est qu'il suit de l'interdiction des jeux vidéo? Est-ce qu'on va tenir les spectateurs et spectatrices du cinéma sous tutelle lorsqu'ils veulent aller regarder un film violent comme James Bond?

Une compréhension libérale d'une politique socialiste – de laquelle le PS et la JS s'identifie – ne laisse pas d'espace pour une telle répression.

D'ailleurs on est surpris de l'attitude contre le progrès du groupe du PS.

Lorsque le train a été inventé, on disait qu'à partir de ce moment-là, les vaches vont produire que du lait acide.

Lorsque le téléphone, la télévision ou l'ordinateur étaient inventés, la disparition de la communication entre les personnes était prédite.

Jusqu'à maintenant on croyait que la damnation du progrès technique soit une affaire des forces réactionnaires et ne pas du PS!

Si le groupe du PS croit que l'interdiction soit la volonté de toute la population, il se trompent certainement. Le débat des jeux vidéo violents survient surtout de l'église libre et les jeunes de ce pays ne comprennent pas de telles mesures.

Une politique intelligente au lieu d'une interdiction

On n'a pas besoin d'une interdiction qui criminalise les joueurs des jeux vidéos. On a besoin d'une politique intelligente qui donne des perspectives pour battre contre la violence. Ce dont on a besoin, c'est plus de places d'apprentissage pour que les jeunes aient des perspectives. On a besoin de plus de consultation et de l'aide pour les jeunes qui ont la tendance d'être violents ou qui le sont déjà.

On a besoin d'une protection des mineurs qui fonctionne et qui rend plus difficile l'admission des médias pro-violent et qui permet un contrôle du comportement du jeu aux parents.

Nous, on est déçus du groupe PS qui a décidé avant de nous parler et qui a décidé suite à des rapports sans preuve qui va criminaliser une grande partie des jeunes.

On exige de nos parlementaires une explication et une reconsidération de la décision.